



الائتلاف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

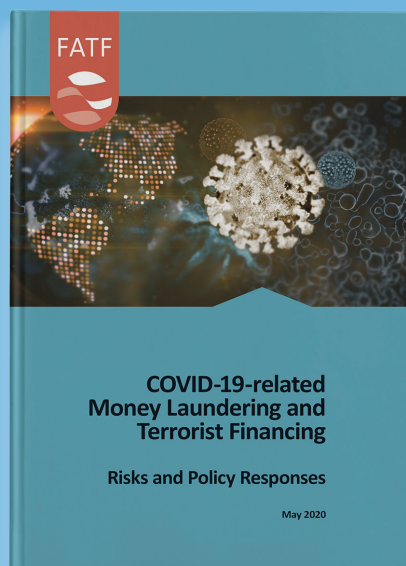


Rapports Internationaux

15

Lutte contre le financement du terrorisme

à l'ère du Coronavirus émergent (Covid-19)





Rapports Internationaux

Une publication mensuelle - Département Général de la Planification et de la Coordination

Superviseur général

Le Major Général Mohammed bin Saïd Al-Mughaidi

Secrétaire Général de la Coalition Islamique Militaire pour Combattre le Terrorisme

Rédacteur en chef

Le Colonel Hassan Al-Amri

Directeur du Département de la Planification et de la Coordination

Conception, réalisation et édition

Société Taoq pour la Recherche et les Médias



Courriel: info@taoqresearch.org

Téléphone: +966 114890124



Rapports Internationaux

15

Juillet 2020

Lutte contre le financement du terrorisme à l'ère du Coronavirus émergent (Covid-19)

La propagation de l'épidémie du Coronavirus (Covid-19) a causé des souffrances humaines et des défis mondiaux sans précédent et a semé la panique dans le monde entier à tous les niveaux politique, social, économique, religieux et financier. De nombreuses économies dans le monde, comme celles des États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Japon et bien d'autres, ont subi de graves revers. Les principaux marchés monétaires et boursiers sont tombés à des niveaux sans précédent et les prix du pétrole se sont écroulés.

Ce rapport, préparé par le Groupe d'Action Financière (GAFI), The Financial Action Task Force (FATF), en Mai 2020, tente d'identifier les défis, les bonnes pratiques et les réponses des pays aux menaces de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de vulnérabilités résultant de la crise du Covid-19.



Le rapport analyse trois sujets principaux:

- ◆ Les nouvelles menaces et vulnérabilités résultant des crimes liés à la pandémie de Covid-19 et aux risques de Blanchiment d'Argent et de Financement du Terrorisme (BAFT).
- ◆ L'impact actuel du Covid-19 sur les efforts des gouvernements et du secteur privé pour lutter contre le BAFT.
- ◆ Les réponses proposées, en matière de politique de lutte contre le BAFT, pour soutenir la mise en œuvre, rapide et efficace, des mesures de réponse à la crise de Covid-19, tout en gérant les risques et les nouvelles vulnérabilités qui en résultent, dont entre autres les incitations économiques et financières, les plans financiers et de sauvetage pour les entreprises et les particuliers, et les activités caritatives.

Résultats les plus importants du rapport:

Dans ce rapport, les experts et les chercheurs sont parvenus à plusieurs conclusions, dont notamment:

- ◆ L'augmentation de la proportion de délits liés à la pandémie de Covid-19, tels que: La fraude, la cybercriminalité et le détournement des fonds publics ou de l'aide financière internationale, créant de nouvelles sources de revenus pour les acteurs corrompus et illicites.
- ◆ Les mesures visant à contenir le Covid-19 affectent négativement l'économie criminelle, forçant les criminels à changer leur comportement en d'autres formes de comportement illégal, à des fins lucratives.
- ◆ La pandémie de Covid-19 affecte la capacité des gouvernements et du secteur privé à mettre en œuvre les obligations de lutte contre le BAFT, en termes de supervision, de réglementation, de réforme des politiques, de notification des transactions suspectes et de coopération internationale.
- ◆ Ces menaces et faiblesses présentent des risques importants dans le domaine du BAFT et ces risques peuvent entraîner les éléments suivants:
 - Les criminels trouvent les moyens de contourner les mesures préventives lorsqu'ils traitent avec les clients.

- Utilisation abusive accrue des services financiers en ligne et des actifs virtuels pour transférer et cacher de l'argent illégal.
- Les criminels profitent des mesures gouvernementales de relance économique et des programmes d'insolvabilité conçus pour aider les personnes touchées par le virus pour laver leurs ressources illégales.
- Détournement de l'aide financière, intérieure et internationale, destinée au financement de l'état d'urgence, dû à la pandémie.

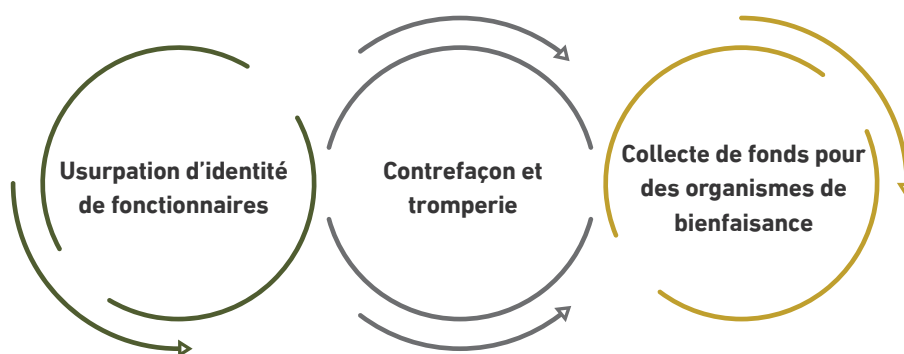
La mise en œuvre efficace des mesures de réponse au Covid-19 peut aider à gérer les nouveaux risques et vulnérabilités qui surviennent, comme suit:

- Coopération et coordination locales pour évaluer l'impact du virus sur les systèmes de lutte contre le BAFT.
- Améliorer la communication avec le secteur privé.
- Encourager les mesures préventives pour vérifier l'identité du client.
- Prise en charge des options de paiement électronique et numérique.

Développement des méthodes de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme

Les experts de ce rapport indiquent que la pandémie a généré diverses réponses gouvernementales selon le degré de son impact, allant de l'assistance sociale, aux initiatives exonérées d'impôt et en passant par les mesures de confinement et les restrictions de voyage. Ces mesures peuvent, par inadvertance, offrir aux criminels et aux terroristes de nouvelles opportunités de gagner et de blanchir des produits illicites. L'évolution des formes de risque repose sur les hypothèses générales suivantes:

- ◆ Les gouvernements, les entreprises et les particuliers tendent à poursuivre leurs activités à distance via Internet, tout comme les individus assignés à domicile ou contraints à se confiner longuement, qui optent pour les plateformes d'Internet pour interagir et poursuivre leurs actions illégales.
- ◆ La fermeture de nombreuses entreprises en raison des mesures de quarantaine et de confinement et d'autres restrictions au commerce et aux voyages ont entraîné un chômage élevé et des



licenciements, et donc la perte de recettes publiques et la récession économique générale qui affectent le comportement financier et social des entreprises et des particuliers.

Fraude et escroquerie accrues

Les experts et les chercheurs affirment que les rapports du GAFI, des observateurs et des sources ouvertes indiquent que les criminels ont tenté de profiter de la pandémie de Covid-19 en renforçant leurs activités frauduleuses, comme suit :

- ◆ **Usurpation d'identité de fonctionnaires:** Dans de tels cas, les criminels contactent les individus (directement, par e-mail ou par téléphone) et usurpent l'identité de fonctionnaires du gouvernement dans le but d'obtenir des informations bancaires personnelles ou de l'argent.
- ◆ **Contrefaçon et tromperie:** En décalquant les produits essentiels nécessaires pour faire face au Covid-19, en raison de la forte demande pour ces produits, de même qu'il y a une augmentation significative de la fraude à l'approvisionnement en ligne sur des fournitures médicales, équipements de protection individuelle et produits pharmaceutiques.
- ◆ **Collecte de fonds pour des organismes de bienfaisance:** Les criminels qui prétendent représenter des organisations internationales ou des organismes de bienfaisance distribuent des e-mails demandant des dons pour des pseudo-campagnes à des fins de recherche liées au Covid-19, les destinataires ciblés sont invités à fournir des informations de carte de crédit qui les rendent sujets au pillage.

Cybercriminalité

Ce rapport focalise sur la cybercriminalité et les fraudes connexes, et montre qu'il y a une forte

augmentation des attaques d'ingénierie sociale, (social engineering attacks), ce terme signifiant la manipulation psychologique d'une personne pour la tromper et obtenir ses propres informations sensibles, usant notamment de messages électroniques de phishing et de SMS, par courriel et via des numéros aléatoires; et grâce à ces informations, la victime sera dirigée vers des sites Web frauduleux pour obtenir ses informations de paiement personnelles.

- **Attaques de phishing par e-mail et SMS:** Les criminels profitent des inquiétudes suscitées par le Covid-19 pour introduire des logiciels malveillants sur les ordinateurs personnels ou les téléphones portables.
- **Astuces de piratage des e-mails professionnels:** Suite à la forte augmentation du travail à distance, les cybercriminels profitent des vulnérabilités du réseau sécuritaire des entreprises pour accéder aux informations de contact et aux envois de fonds.
- **Attaques de rançongiciels:** Les criminels utilisent différentes façons pour introduire les rançongiciels sur les ordinateurs personnels et les téléphones mobiles, certains membres du GAFI ont signalé que les cybercriminels utilisent des sites Web malveillants et des applications mobiles qui partagent les informations liées au Covid-19 pour accéder aux appareils des victimes, les verrouiller et négocier avec elles jusqu'au paiement du montant requis.
- **Traite des êtres humains et exploitation des ouvriers:** Les criminels exploitent cette pandémie pour mener des activités illégales telles que l'exploitation des ouvriers et la

traite des êtres humains en raison de la suspension des activités du gouvernement et des agences internationales compétentes dans ce domaine

- **Exploitation des enfants en ligne:** Les rapports font état d'une augmentation de la production et de la distribution en ligne de matériel pédopornographique. Les écoles étant fermées, les enfants utilisent beaucoup l'Internet, pendant les périodes «difficiles», ce qui aide à les exploiter davantage.

Faiblesses du blanchiment d'argent

- **Modification du comportement financier**

Le rapport note que des changements importants se sont produits dans les procédures et les schémas financiers à la lumière de Covid-19, de nombreux bureaux et succursales bancaires ayant été fermés en raison des mesures de confinement, contraignant de nombreux clients à effectuer davantage de transactions à distance. À moyen et long terme, le ralentissement économique peut entraîner un changement dans les activités financières, ce qui conduit les individus à rechercher des financements en dehors des mesures formelles. Parmi les nouveaux comportements financiers figurent, ce qui suit:

- ◆ **Augmentation des transactions à distance:** Les membres du GAFI ont signalé que certaines banques ont fermé leurs succursales, réduit leurs heures de travail ou restreint les services disponibles, y compris le service client et la vérification d'identité, le rapport montrant que certaines institutions financières ne sont pas équipées pour vérifier l'identité des clients à distance.
- ◆ **Connaissance des plateformes bancaires en ligne:** Des secteurs spécifiques de la population, tels que les personnes âgées, les groupes à faible revenu et les communautés éloignées, peuvent être moins familiers avec l'utilisation des plateformes bancaires en ligne, et donc plus vulnérables à la fraude.
- ◆ **Services financiers non organisés:** Ce qui indique des liens avec des revers économiques antérieurs, et que les personnes ayant des besoins de financement peuvent rechercher des

prêteurs non conventionnels ou non autorisés, et cela peut inclure des groupes criminels, en cas de récession économique prolongée.

- **Augmentation du risque de corruption**

Les risques de corruption liés à la gestion des fonds publics et à l'aide financière internationale destinée à lutter contre les effets du virus augmentent, car de nombreux gouvernements fournissent des fonds incitatifs pour atténuer l'impact économique associé aux effets du virus, et les criminels peuvent tenter de frauder les fonds, outre que la corruption peut avoir des effets négatifs sur les canaux internationaux d'aide financière.

- ◆ **Exploiter les mesures d'incitation:** Le rapport indique qu'une portion du soutien économique destinée aux entreprises et aux particuliers peut présenter des risques de fraude potentiels et pourrait conduire au blanchiment d'argent. Le rapport recommande aux membres du GAFI de prendre des mesures pratiques pour réduire ces risques, telles que le versement d'une assistance aux particuliers et aux entreprises via des comptes publics désignés pour la réception des prestations sociales.

- ◆ **Aide financière internationale et augmentation des risques de corruption:** Vu le besoin actuel de nombreux pays d'obtenir une aide financière d'urgence face au Covid-19, les institutions financières internationales mettent en garde contre le danger que les fonctionnaires corrompus détournent cette aide financière d'urgence, en particulier dans les pays où l'état de droit et les mesures de transparence et de responsabilité sont faibles. Le rapport indique que les contrats publics d'achat de grandes quantités de fournitures médicales liées à la pandémie, Covid-19, peuvent offrir des opportunités de corruption et de détournement de fonds publics.

- **Volatilité financière accrue**

La récente volatilité financière et économique associée au Covid-19, révèle la situation précaire et instable. Dans ce contexte, les criminels opportunistes peuvent changer d'activités pour profiter ainsi des nouvelles faiblesses du système financier:

- ◆ **Ralentissement économique:** Les criminels cherchent à investir dans les biens immobiliers ou les sociétés en difficulté pour blanchir leur argent et cacher leurs revenus illicites.
- ◆ **Augmentation des transactions importantes en espèces:** Les récentes fluctuations de la valeur des titres ont conduit à de nombreuses liquidations de portefeuilles financiers, au transfert de grandes quantités de fonds par voie électronique, ainsi qu'à une augmentation du retrait des billets de banque. Le rapport indique que l'utilisation accrue des billets de banque peut masquer des activités de BAFT comme suit:
 - Lorsque les marchés financiers se stabilisent, les importants mouvements de dépôt de fonds peuvent couvrir les efforts illégaux de blanchiment d'argent.
 - Les billets de banque peuvent être utilisés pour acheter des actifs financiers difficiles à suivre tels que l'or.
 - Risque accru de retraits, car les criminels ont accès au compte bancaire des gens et retirent leur argent via les distributeurs automatiques de billets (ATM).
 - Les clients impliqués dans des retraits suspects ou des transactions en espèces prétendent lutter contre le Covid-19 pour dissimuler leurs activités illégales.

Après avoir présenté en détail les risques posés par l'exploitation par les terroristes des conditions exceptionnelles que le monde traverse dues à la pandémie pour mettre en œuvre leurs plans terroristes, le rapport a abordé nombre de questions et d'expériences liées au domaine du BAFT vécues par les États Membres du GAFI. Il a présenté un résumé de l'impact du Covid-19 sur les systèmes de lutte contre le BAFT, ainsi que les risques et les réponses potentielles des groupes terroristes aux actions des Cellules de Renseignement Financier (CRF). Enfin, un résumé **des principaux risques potentiels de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, liés au virus Covid-19, est présenté comme suit:**

- ◆ Les criminels trouvent les moyens de contourner les mesures antiterroristes en utilisant le télétravail pour dissimuler et blanchir de l'argent.
- ◆ Utilisation abusive accrue des services financiers en ligne et des actifs virtuels (fictifs) pour transférer et cacher de l'argent illégal.
- ◆ Détournement de l'aide financière intérieure incluse dans les mesures de relance économique et l'aide internationale en évitant les procédures de passation de marchés standard, ce qui renforce la corruption et le risque de blanchiment d'argent qui en résulte.
- ◆ Les criminels et les terroristes exploitent le Covid-19 en affirmant qu'ils représentent des organisations caritatives pour collecter des fonds en ligne.

L'effet du virus sur la lutte contre le financement du terrorisme:

La pandémie de Covid-19 affecte les capacités des gouvernements et du secteur privé à mettre en œuvre les obligations de lutte contre le BAFT en raison des mesures de confinement mises en œuvre pour contenir le virus, car de nombreux employés des secteurs public et privé travaillent actuellement dans le domaine de la lutte contre le BAFT à distance, ce qui affecte les principaux domaines suivants:

- ◆ **Supervision:** La majorité des membres du GAFI indiquent que les inspections sur les sites de lutte contre le BAFT ont été reportées ou remplacées par des recherches à distance, via des vidéoconférences entre autres.
- ◆ **Réglementation et réforme des politiques:** De nombreux départements politiques nationaux et internationaux ont activé les plans de continuité des activités, avec la plupart ou la totalité des employés travaillant à distance, ou redéployés en réponse à l'unité conjointe du COVID-19, ce qui a conduit à une rupture majeure de la politique de lutte contre le BAFT.
- ◆ **Rapports sur les transactions suspectes:** Les banques et les entités financières continuent de soumettre des rapports sur les transactions suspectes aux CRF, ce qui entraîne des retards dans la réception et le traitement des rapports,

car certaines entités s'appuient toujours sur des systèmes de déclaration papier ou disposent de logiciels aux bases de données insuffisantes.

- ◆ **Analyse des unités de renseignement financier (CRF):** Les unités de renseignement financier des membres du GAFI fonctionnent à distance dans les limites autorisées par les systèmes informatiques et de sécurité. Des rapports indiquent que certaines CRF de pays à faibles capacités ont réduit une grande partie de leurs opérations ou les ont complètement arrêtées.
- ◆ **Coopération internationale:** Plusieurs rapports indiquent que la coopération internationale a été affectée par la crise de Covid-19, ce qui a entraîné du retard dans la coopération conjointe qui s'est exacerbé au fil du temps en raison du travail à distance des employés du CRF, ce qui affecte aussi la coopération formelle entre eux, telles l'entraide judiciaire et l'extradition, en raison des restrictions de voyage et des diminution ou suspension de l'assistance technique contre le BAFT.
- ◆ **Autorités chargées de l'application des lois:** Le rapport indique que les autorités chargées de l'application des lois dans les pays membres du GAFI continuent d'accorder la priorité aux efforts de lutte contre le BASF, en mettant l'accent sur les délits découlant de Covid-19. Certains rapports suggèrent que le transfert de ressources d'application de la loi et de sécurité aux interventions contre le Covid-19 dans les pays à haut risque et à faibles ressources pourrait encourager les terroristes et leurs financiers dans leurs activités.
- ◆ **Secteur privé:** Les institutions financières ont commencé à élaborer des plans pour la continuité de leurs activités en réponse à la crise, mais certaines banques peuvent fermer leurs succursales si la situation économique empire, ce qui pose le risque que les institutions financières redéfinissent leurs priorités pour combattre le BAFT et focalisent sur les mesures de stabilisation.

Réponses possibles

Cette section du rapport identifie un ensemble de mesures que les autorités judiciaires prennent pour répondre aux défis posés par cette pandémie et invite les États Membres à envisager de les prendre pour s'adapter aux nouveaux risques, à travers les actions stimulant l'activité caritative et les incitations économiques et financières. Le rapport fournit des exemples pratiques des réponses prises par certaines autorités et appelle à améliorer le niveau de coopération et de coordination, en plus d'améliorer la communication avec le secteur privé grâce à des initiatives proactives dans l'application de mesures de lutte contre le BAFT. Certains pays travaillent avec le secteur des organisations non lucratives (OBNL) pour garantir que leurs activités ne soient pas retardées ou perturbées et ont désigné des canaux officiels de dons pour répondre au Covid-19.

Dans ce rapport, les chercheurs ont consacré une section entière à discuter des procédures adéquates de vérification de l'identité du client (KYC) en encourageant la pleine utilisation des garanties de vérification de l'identité des clients (CDD).

■ Prise en charge des options de paiement électronique

Les experts qui supervisent ce rapport encouragent la pleine utilisation des canaux électroniques et numériques pour poursuivre les services de paiement et réduire les frais de transfert d'argent local entre les banques afin d'encourager l'utilisation des méthodes de paiement électronique et maintenir la distanciation sociale pour limiter la propagation du virus.

Comprendre les nouveaux risques

- ◆ Les autorités travaillent avec les partenaires concernés, localement et internationalement, pour comprendre et suivre l'évolution de l'environnement à risque, ce qui nécessite de communiquer avec un large éventail de parties prenantes dans ce domaine.
- ◆ Nombre de pays ont créé des équipes spéciales pour traiter les cas de fraude liés au Covid-19.
- ◆ Les Cellules de Renseignement Financier (CRF), développent une analyse stratégique, basée sur

l'examen des données disponibles et l'analyse des priorités des transactions suspectes.

Exigences de contrôle dans le contexte des mesures de secours économique:

- ◆ Les autorités fournissent des instructions claires sur la manière de mettre en œuvre les exigences de lutte contre le BAFT dans le contexte des plans de secours économique pour les particuliers et les entreprises.
- ◆ Veiller à ce que les pays qui reçoivent des incitations économiques d'organisations internationales, telles que le Fonds Monétaire International, bénéficient d'orientations supplémentaires pour mettre en œuvre des mesures ciblées de lutte contre le BAFT, pour s'assurer que ces fonds ne sont pas transférés à d'autres fins.

- ◆ Tous les pays devraient sommer les agences compétentes de détecter les transactions financières suspectes, en particulier dans le contexte des flux de financement d'urgence contre le Covid-19, provenant d'organisations internationales et d'autres donateurs.

Poursuite de la coopération internationale

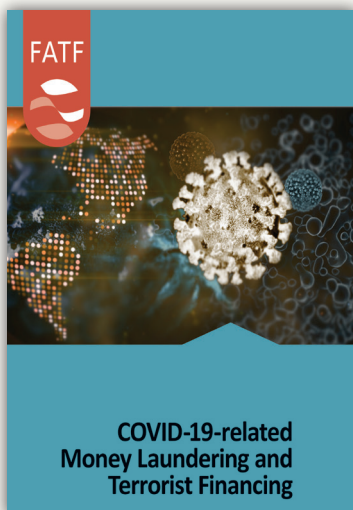
Les Cellules de Renseignement Financier (CRF) devraient tenir le Groupe Egmont⁽¹⁾ informé de tout développement susceptible d'affecter le domaine de la coopération internationale et surveiller l'impact de Covid-19 sur le secteur privé. La déclaration du Président du Groupe d'Action Financière a été ajoutée en annexe au rapport, mettant l'accent sur les recommandations et mesures à mettre en œuvre par les États Membres dans la lutte contre le financement illicite, et sur le respect du rôle assigné à chaque pays dans la lutte contre le Covid-19.

(1) **Egmont:** Organisme unifié de 164 unités de renseignement financier (CRF), qui fournit un point de contact majeur entre les pays pour l'échange sécurisé d'expertise et de renseignements financiers, pour lutter contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

Conclusions

Après avoir présenté un ensemble de données sur les risques de financement du terrorisme, les délits de blanchiment liés à la pandémie du Covid-19 et les procédures suivies par les États Membres du GAFI, le rapport clôture par les réponses proposées par les experts de ce rapport, qui prônent une approche visant à gérer les risques conformément aux normes du GAFI en réponse aux menaces découlant de la crise sanitaire mondiale sans précédent du Covid-19. Il présente de nouveaux comportements et schémas financiers, apparus à la suite de cette pandémie, la plupart des transactions financières étant exécutées à distance.

Il met en garde les institutions financières internationales contre le risque de fonctionnaires corrompus qui peuvent abuser de l'aide financière d'urgence fournie à leur pays, en particulier dans les pays où l'état de droit et les mesures de transparence et de responsabilité sont faibles, en plus du fait qu'un pourcentage du soutien économique destiné aux entreprises et aux particuliers peut représenter des risques de fraude potentiels et conduire au blanchiment d'argent, car les criminels tentent de tirer parti de la pandémie de Covid-19 en renforçant leurs activités frauduleuses et en exploitant les nouvelles vulnérabilités qui apparaissent dans le système financier, telles que: L'usurpation d'identité de fonctionnaires, la fraude à l'investissement, la criminalité électronique, la traite d'êtres humains et les crimes de cambriolage.



COVID-19 Related Money Laundering and Terrorist Financing Risks and Policy Responses

May 2020
The Financial Action Task Force (FATF)
www.fatf-gafi.org





الائتلاف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب



الائتلاف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION